



Pour une gauche unitaire de rupture démocratique, écologique et sociale au sein du NFP

Texte commun GDS-APRÈS

La gravité de notre moment historique réside dans l'alternative entre deux **avenirs possibles**. D'un côté, le grand bond en arrière avec la menace bien réelle de l'extrême-droite accédant au pouvoir, de l'autre, la bascule dans une société plus juste, démocratique, écologiste, qui permet de vivre mieux et de se projeter dans l'avenir. Il nous faut gagner cette course de vitesse pour ouvrir l'espoir d'une vie meilleure.

Emmanuel Macron a prolongé des décennies de politiques néolibérales et productivistes, en les radicalisant. Il s'est acharné à appliquer les vieilles recettes jusqu'à l'absurde, servant le capital, creusant les inégalités, fracturant la société, affaiblissant les libertés publiques, renonçant à toute politique écologique digne de ce nom.

A cela Emmanuel Macron a ajouté le scandale du déni démocratique, ouvrant une crise profonde par sa décision de dissoudre l'assemblée puis son refus de respecter le verdict des urnes. Minoritaire, il incarne le pire de la Ve République, poussant l'hyper-présidentialisme jusqu'à la nausée et étouffant sans vergogne toute contestation et préparant le terrain à l'extrême droite.

Dans une société traversée par les peurs et l'indignité des élites, le chômage et le mal-travail, le désenchantement démocratique et un profond sentiment d'injustice, le Rassemblement national apparaît aux yeux de millions de Français·es comme un exutoire, une solution. Il est en réalité un poison auquel le rassemblement de millions de nos concitoyen·nes en juillet dernier, mobilisé·es grâce à la création du Nouveau Front Populaire (NFP) et à la société civile, a été une nouvelle fois un antidote efficace. C'est pourtant le RN qui a la main à l'Assemblée dès lors que le gouvernement l'a placé en position d'arbitre. Pire encore, confrontées à la contestation de ses privilèges économiques, culturels, patriarcaux, les élites néolibérales n'hésitent plus à préférer politiquement et publiquement le projet raciste et réactionnaire de l'extrême-droite à la promesse d'émancipation et de progrès humain.

Seul un projet de transformation sociale et écologiste peut mettre fin aux politiques brutales, injustes, austères, écocidaires. Et, enfin, améliorer la vie quotidienne du grand nombre.

Nous voulons articuler tous les combats émancipateurs, en alliant le meilleur de la tradition du mouvement ouvrier et l'exigence démocratique avec l'écologie politique, le féminisme, le combat contre le racisme et l'antisémitisme.

Nous voulons une autre répartition des richesses. Le combat entre le capital et le travail, c'est la lutte que mène la classe dominante contre le salariat - salarié·es en activité, privé·es d'emploi ou à la retraite. Nous sommes dans le camp des exploité·es, de celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre et qui produisent l'essentiel des richesses sans en recevoir la part qu'elles et ils méritent. Il est temps de se libérer de l'emprise du capital et de la loi du profit.

Nous voulons des droits collectifs et des pouvoirs pour le monde du travail, dans sa diversité.

Nous voulons sortir de l'inaction climatique et préserver l'écosystème en investissant massivement dans la transition écologique et en prenant enfin en compte les limites de notre planète.

Nous voulons une nouvelle République, démocratique, écologiste et sociale, à l'issue d'un processus constituant.

Nous voulons des politiques actives pour l'égalité entre les hommes et les femmes et accompagnant la vague #MeToo. Il faut des moyens conséquents pour former et éduquer contre le sexisme et la culture du viol. Nous affirmons notre engagement à participer de tous les mouvements qui feront bouger la société en faveur de l'émancipation des femmes.

Nous voulons combattre le racisme et l'antisémitisme en combattant pied à pied la haine des arabo-musulmans qui agite notre pays sous pression de l'extrême droite et la recrudescence des actes antisémites, ainsi qu'en dénonçant les violences policières.

Nous voulons un code du travail renforcé, la retraite à 60 ans, les services publics, la garantie d'un revenu décent, une grande Sécurité Sociale, l'égalité et l'universalité des droits, du temps libéré, la fin de la concentration des médias, le renforcement de la création artistique.

Nous voulons que la France défende la paix et la coopération, ainsi que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous portons l'exigence d'un cessez-le-feu à Gaza pour mettre fin à ce que la Cour Pénale Internationale qualifie de génocide en cours, mais aussi au Liban. Nous exigeons également la reconnaissance de l'État de Palestine. Contre les visées impérialistes de Poutine, nous défendons l'Ukraine pour que les Ukrainien·nes puissent retrouver l'intégrité de leur territoire. Nous voulons une Europe sociale, écologiste, solidaire qui harmonise les droits et les protections par le haut. Nous voulons que soit apportée un soutien renforcé dans leur développement aux peuples alors que nous profitons de leurs ressources et de leur main-d'œuvre. La dette des pays pauvres doit être annulée.

Pour gagner, l'union de la gauche et des écologistes n'est pas suffisante mais elle est incontournable.

Avec la tripolarisation du champ politique, se rassembler est devenue une clé inconditionnelle de la victoire. Or, en dépit des victoires du Nouveau Front Populaire, l'union est fragile. Le spectre des « deux gauches irréconciliables » menace.

Contre le risque d'éclatement, nous avons besoin d'une force qui ait clairement l'objectif de consolider le rassemblement sur la base d'un projet porteur de ruptures et de dépasser l'équilibre constamment fragilisé des accords entre chef·fes de parti. Elle ne doit pas être un simple cartel électoral mais une construction pérenne et ouverte sur la société mobilisée.

Nous voulons créer les conditions de candidatures uniques de la gauche de l'écologie aux prochaines échéances électorales, notamment à la présidentielle, quelle qu'en soit la date, sur la base du projet défendu avec le NFP et en se donnant les moyens d'une désignation la plus large et démocratique possible.

Pour constituer une majorité et gagner, nous devons parler aux Français.es de partout et de tous âges. Il faut chercher à unir les classes populaires, aussi bien dans les banlieues et les cœurs de métropoles que les petites villes et territoires ruraux. Nous devons mener partout et sur tous les fronts l'indispensable bataille culturelle face à l'extrême-droite, sans jamais rien renier de nos valeurs.

Notre conviction, c'est aussi que la construction politique a besoin de l'apport des mobilisations populaires, de associations, des syndicats, qui ont joué un rôle important pour promouvoir le NFP.

Enfin, la démocratie pour nous-mêmes est une condition de notre efficacité et de notre crédibilité.

Les militant·es doivent à la fois être tourné·es vers l'action et associé·es aux décisions stratégiques.

Il n'y a pas de conquête de nouveaux droits démocratiques qui puisse aboutir sans parti politique démocratique pour les porter. Nous croyons donc que dans une société en mal de démocratie, les partis de la gauche sociale et écologiste doivent être démocratiquement exemplaires.

Ces combats sont portés en commun par GDS et l'APRES, qui décident d'unir leurs forces pour peser dans ce sens.